

**Parlement francophone bruxellois**  
(Commission communautaire française)



19 octobre 2007

---

SESSION ORDINAIRE 2007-2008

---

**PROJET DE DÉCRET**

**portant assentiment à l'Accord interne entre  
les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil,  
modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000  
relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre  
de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006**

## EXPOSE DES MOTIFS

---

Voir projet de décret portant assentiment à l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000, fait à Luxembourg le 25 juin 2005 [doc. 102 (2007-2008) n° 1].

## PROJET DE DECRET

**portant assentiment à l'Accord interne entre  
les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil,  
modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000  
relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre  
de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006**

---

### *Article 1<sup>er</sup>*

Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

### *Article 2*

L'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le ...

## ANNEXE 1

### AVANT-PROJET DE DÉCRET

**portant assentiment à l'Accord interne entre  
les représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil,  
modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000  
relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre  
pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006**

---

Le Collège de la Commission communautaire française,  
sur proposition de la ministre, membre du Collège, chargée  
des Relations internationales, après délibération,

ARRETE :

La ministre, membre du Collège, est invitée à présenter  
à l'Assemblée de la Commission communautaire française  
le projet de décret dont la teneur suit :

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la  
Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de  
celle-ci.

#### *Article 2*

L'Accord interne entre les représentants des Gouverne-  
ments des Etats membres, réunis au sein du Conseil, mo-  
difiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux  
mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise  
en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxem-  
bourg le 10 avril 2006, sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le

Pour le Collège

La ministre, membre du Collège, chargée des Relations  
internationales,

Françoise DUPUIS

## ANNEXE 2

### AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT 43.613/4

---

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la ministre, membre du Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale, compétente pour la Formation professionnelle, l'Enseignement, la Culture et le Transport scolaire, le 20 septembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de décret « portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, fait à Luxembourg le 10 avril 2006 », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet n'appelle aucune observation.

La chambre était composée de

Messieurs Ph. HANSE,	président de chambre,
P. LIÉNARDY, J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

*Le Greffier,*

C. GIGOT

*Le Président,*

Ph. HANSE

## ANNEXE 3

**ACCORD INTERNE ENTRE LES REPRÉSENTANTS  
DES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS MEMBRES, RÉUNIS AU SEIN DU CONSEIL,  
MODIFIANT L'ACCORD INTERNE DU 18 SEPTEMBRE 2000  
RELATIF AUX MESURES A PRENDRE ET AUX PROCÉDURES A SUIVRE  
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE**

Les représentants des Gouvernements des États membres de la Communauté européenne, réunis au sein du Conseil,

Vu le traité instituant la Communauté européenne,

Vu l'accord de partenariat ACP-CE, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, ci-après dénommé « accord ACP-CE »,

Vu le projet de la Commission,

Considérant ce qui suit :

- (1) Par une décision datée du 27 avril 2004, le Conseil a autorisé la Commission à ouvrir des négociations avec les États ACP en vue d'entreprendre une révision de l'accord ACP-CE. Ces négociations ont été clôturées le 23 février 2005, à Bruxelles. L'accord portant modification de l'accord ACP-CE a été signé le 25 juin 2005, à Luxembourg.
- (2) Par conséquent, l'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE, ci-après dénommé « accord interne » <sup>(1)</sup>, devrait être modifié.
- (3) Il convient de modifier la procédure établie par l'accord interne, afin de prendre en compte les changements apportés aux articles 96 et 97 conformément à l'accord portant modification de l'accord ACP-CE. Ladite procédure devrait également être modifiée pour tenir compte du nouvel article 11ter, dont le premier paragraphe constitue un élément essentiel de l'accord portant modification de l'accord ACP-CE,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

*Article 1<sup>er</sup>*

L'accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-CE est modifié comme suit :

- 1) L'article 3 est remplacé par le texte suivant :

*« Article 3 »*

La position des États membres pour la mise en œuvre des articles 11ter, 96 et 97 de l'accord ACP-CE, lorsque celle-ci couvre des questions relevant de leur compétence, est arrêtée par le Conseil statuant conformément à la procédure prévue à l'annexe.

Si les mesures envisagées concernent des domaines relevant de la compétence des États membres, le Conseil peut aussi statuer sur initiative d'un État membre. ».

- 2) L'article 9 est remplacé par le texte suivant :

*« Article 9 »*

Le présent accord, rédigé en un exemplaire unique en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, les vingt textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Secrétariat général du Conseil, qui en remettra une copie certifiée conforme à chacun des gouvernements des États signataires. ».

(1) JO L 317 du 15 décembre 2000, p. 376.

3) L'annexe est remplacée par le texte suivant :

« ANNEXE

1. La Communauté et ses États membres épuisent toutes les voies possibles de dialogue politique avec un État ACP prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, sauf en cas d'urgence particulière, avant d'entamer la procédure de consultation, visée à l'article 96 de l'accord ACP-CE. Le dialogue prévu par l'article 8 doit être systématique et officialisé, conformément aux modalités définies à l'article 2 de l'annexe VII de l'accord ACP-CE. En ce qui concerne le dialogue mené aux niveaux national, sous-régional et régional, lorsque l'Assemblée parlementaire paritaire est concernée, celle-ci est représentée par ses co-présidents ou leurs représentants désignés.

2. Si, à l'initiative de la Commission ou d'un État membre, après avoir épuisé toutes les voies possibles de dialogue prévues par l'article 8 de l'accord ACP-CE, le Conseil estime qu'un État ACP a manqué à une obligation concernant un des éléments essentiels visés à l'article 9 ou à l'article 11<sup>ter</sup> de l'accord ACP-CE, ou dans des cas graves de corruption, l'État ACP concerné est invité, sauf s'il existe une urgence particulière, à procéder à des consultations conformément aux articles 11<sup>ter</sup>, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE.

Le Conseil statue à la majorité qualifiée.

Dans les consultations, la Communauté, représentée par la présidence du Conseil et la Commission, s'efforce d'assurer l'égalité dans le niveau de représentation. Ces consultations sont axées sur les mesures à prendre par la partie concernée et se déroulent conformément aux modalités fixées dans l'annexe VII de l'accord ACP-CE.

3. Si aucune solution n'a été trouvée à l'expiration des délais de consultation prévus aux articles 11<sup>ter</sup>, 96 ou 97 de l'accord ACP-CE, et en dépit de tous les efforts entrepris, ou bien immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations, le Conseil peut, conformément auxdits articles, décider, sur proposition de la Commission et en statuant à la majorité qualifiée, de prendre des

mesures appropriées pouvant aller jusqu'à la suspension partielle. La même règle s'applique immédiatement en cas d'urgence ou de refus de procéder à des consultations. Le Conseil statue à l'unanimité en cas de suspension totale de l'application de l'accord ACP-CE à l'égard de l'État ACP concerné.

Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que le Conseil ait eu recours à la procédure applicable, définie au premier alinéa, pour prendre une décision modifiant ou annulant les mesures précédemment adoptées ou, le cas échéant, pour la période indiquée dans la décision.

À cette fin, le Conseil révisé périodiquement, et au moins tous les six mois, les mesures précitées.

Le président du Conseil notifie les mesures ainsi adoptées à l'État ACP concerné et au Conseil des ministres ACP-CE avant leur entrée en vigueur.

La décision du Conseil est publiée au Journal officiel de l'Union européenne. Si les mesures sont adoptées immédiatement, leur notification est adressée à l'État ACP et au Conseil des ministres ACP-CE, en même temps qu'une invitation à procéder à des consultations.

4. Le Parlement européen est immédiatement et pleinement informé de toute décision adoptée en vertu des points 2 et 3.»

*Article 2*

Le présent accord est approuvé par chaque État membre conformément aux règles constitutionnelles qui lui sont propres. Le Gouvernement de chaque État membre notifie au Secrétariat général du Conseil l'accomplissement des procédures requises pour son entrée en vigueur.

Le présent accord entre en vigueur, pour autant que les dispositions du premier alinéa soient remplies, en même temps que l'accord portant modification de l'accord ACP-CE <sup>(2)</sup>. Il reste en vigueur pour la durée dudit accord.

(2) La date d'entrée en vigueur de l'accord modifié sera publiée au Journal officiel de l'Union européenne par le secrétariat général du Conseil.

